

360 degrés

MAGAZINE

NUMERO 2

TRAVAIL, MATRAQUE, PATRIE

LES PUTES
CHÔMERONT

L'ETAT CONTRE
L'ARGENT DES
TERRORISTES

PANAMA PAPERS :
QUAND LES COMPTES
SONT MIS A NU

#2

7 AVRIL 2016

5,90€



HUGO
HUGO BOSS



22-2

RED MEANS GO

HUGO RED



Je travaille
 Tu travailles
 On travaille
 Nous travaillons
 Vous travaillez
 Elles/ils **PROFITENT**



Sommaire

Actualités 4-10

Sommet du G7 : La question de la Syrie

L'évasion fiscale au cœur des réunions du printemps

Une justice plus mortelle en 2015

L'arrivée du Printemps va faire du bruit

Dossier

Dans les petits papiers de Panama Papers 12-17

Panamas papers : Une nouvelle épine aux pieds de la famille Le Pen ?

Panama papers : l'Europe à l'heure d'un changement de législation ?

Politique

Projet de réforme pénale : Entre démagogie et efficacité

Les putes chômeront 20-25

Accord UE-Turquie : Efficacité ou illusion ?

Société

Étudiants et lycéens : la mobilisation continue. 26-29

Nuit debout: Pas prêt de aller se coucher

Economie

La start-up Fwee transforme les fruits invendus en friandises 30-31

Sport

Paris-Roubaix entre folklore et histoires

Rugby : Racing Métro 92 – RC Toulon, rencontre au sommet

Sommet du G7 : La question de la Syrie



La ville d'Hiroshima, où se tiendra le sommet du G7.

Crédit : Maarten1979

Le sommet du G7, qui se tiendra à Hiroshima les 26 et 27 mai, mettra l'accent sur la question de la Syrie. Le spécialiste Frédéric Pichon livre son avis.

C'est dans la (tristement) célèbre cité d'Hiroshima que se déroulera la réunion ministérielle du sommet du G7, les 26 et 27 mai. Les Ministres des Affaires Étrangères Français, Allemands, Américains, Italiens, Anglais et Japonais, qui représentent les pays les plus industrialisés se réuniront sous la présidence japonaise. La Russie, évincée du G7 à la suite de l'annexion de la Crimée par Moscou sera absente pour la deuxième année consécutive. À l'heure où la guerre contre l'État Islamique fait rage, l'ordre du jour du G7 est très attendu. Le processus contiendra

3 déclarations dites « classiques ». La première concernera les questions sur la politique étrangère, en particulier sur la guerre en Syrie, sur l'indépendance de la Crimée. La deuxième déclaration, inspirée directement par la présidence japonaise, soulèvera des questions sur la sécurité maritime, notamment sur la mer de Chine. La troisième déclaration portera sur le nucléaire, plus précisément sur sa prolifération et sur le désarmement. Tous les autres sujets évoqués aborderont la lutte contre le terrorisme, un sujet plus que jamais d'actualité. La France mettra l'accent sur la coopération policière, le finan-

cement du terrorisme par le trafic des dons culturels. « Même si la Russie ne fait plus partie du sommet du G7, les pays restants sont très unis et très forts » déclare Fatene Benahbyles-Foeth, adjointe au Porte-parole pour les questions de sécurité et de défense, l'Union européenne et le climat.

La question sur l'avenir de la Syrie mise en avant

D'après Frédéric Pichon, diplomate d'arabe et docteur en histoire contemporaine, on ne peut rien espérer rien concernant la

question syrienne. Pour trouver une solution plausible, la Russie est indispensable au G7. La coopération russo-américaine est indispensable à Moscou et Rakka. « Aucun élément constructif ne ressortira du G7 car le rôle de Poutine est essentiel. Pas de G8, pas de solution.

C'est un sommet informel d'où sortiront de grandes déclarations généreuses qu'il faut prendre comme telles : des intentions. Il faut à tout prix reconstruire le paradigme étatique dont l'affaiblissement a créé le terrorisme. Au-delà de cette question, il faut rétablir une autorité. Laquelle ? Un état syrien. Personne ne souhaite l'effondrement ce qui reste de l'état syrien. » On a manifestement sous-estimé le rôle de la Russie dans son soutien à Assad. À l'automne dernier, certaines sources de l'Élysée murmuraient que Poutine ne bougerait pas le petit doigt pour Bachar El Assad. Tout le monde a été surpris. Surtout de la capacité militaire russe. Pour ce qui est des offensives militaires, elles n'éradiqueront pas le problème à la source. « La réponse ne peut pas être uniquement militaire » affirme Frédéric Pichon. « Elle est indispensable dans un premier temps. Mais l'éradication de l'EI

va déplacer le problème sur le continent Africain, en Libye ou l'État Islamique est déjà installé. Il va provoquer une vague d'attentats dans les pays voisins et en Europe. Cela ne règlera pas le problème, même s'il est souhaitable d'avoir d'abord recours à la force militaire ». Concernant l'avenir de la Syrie, elle est loin d'emprunter le chemin de la liberté pour le moment. Actuellement, la majorité de la population syrienne qui compte entre 18 et 20 millions d'habitants vit dans une zone gouvernementale.

La priorité pour les syriens n'est pas l'éviction d'Assad. Pour la communauté internationale, on y croit plus. « Nous n'avons pas de plan B concernant sa succession. On n'a jamais été plus proche d'une baisse significative de la violence. Mais vu la quantité d'armes et de combattants étrangers iraniens, tchétones, et même européens qui ont été déversés en Syrie, je doute que la paix revienne de si tôt. On risque surtout d'avoir un conflit de basse intensité, des attentats escarmouches, le temps que toutes les munitions soit épuisées ... Pour quelques années ».

Alice Pascal

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Éric OUZOUNIAN

RÉDACTRICE EN CHEF

Julie LESGOURGUES

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Elisa NOWAK

MAQUETTISTE

Elisa MAU

LES JOURNALISTES

Alice GLAZ, Manon PELINQ, Julien LECLERC, Elise POIRET, Alice PASCAL, Arthur NYS, Lana MULLER, Maëlis ORBOIN, Lucile PERREAU, Coralie OWCZARUK, Sam MYON, Estelle LAUTROU et Thomas ROMANACCE

En bref

TCHAD

Le premier tour des élections présidentielles aura lieu ce dimanche au Tchad. Pas moins de 14 candidats espèrent aller à l'éventuel second tour. Parmi eux, Mariam Moussa Abdallah, première femme candidate à la présidentielle dans l'histoire du Tchad. En face d'elle, l'actuel dirigeant, Idriss Déby, en place depuis 1990 se présente pour un 5e mandat. Celui-ci a de grandes chances de l'emporter. Résultat le 10 avril.

ITALIE

De violentes manifestations ont éclaté le mercredi 6 avril à Naples, en Italie. Un millier de manifestants ont protesté contre la venue du président du conseil Matteo Renzi. Le chef du gouvernement était à Naples pour lancer un plan d'aménagement d'une ancienne zone industrielle dans le quartier de Bagnoli. Quatre policiers ont été blessés dans les affrontements selon les médias locaux.

PANAMA PAPERS

Cité dans le grand scandale du Panama Papers, l'Uruguayen Juan Pedro Damiani a démissionné de son poste au comité d'éthique de la Fifa, la fédération internationale de foot. L'information a fuité via un communiqué du porte-parole de l'instance envoyé à l'AFP. La Fifa n'a pas encore confirmé.

L'évasion fiscale au cœur des réunions du printemps



Légende: Christine Lagarde, présidente du FMI
Source: imf.org

Cette année, les réunions du printemps du FMI et de la Banque Mondiale se dérouleront du 15 au 22 avril à Washington. Une date qui survient seulement une semaine après le scandale de Panama Papers, plaçant plus que jamais l'évasion fiscale au cœur du débat.

C'est dans la nuit de dimanche 3 avril que les premiers noms d'une interminable liste d'évadés fiscaux

a commencé à être dévoilée. Surnommé Panama Papers, le dossier trouvé dans un cabinet d'avocats panaméen compte plus de 140 personnalités soupçonnées de faire usage de fausses sociétés pour des comptes offshores. Un scandale à retentissement mondial qui intervient seulement une semaine avant la réunion de printemps du FMI et de la Banque Mondiale. Il n'y a donc aucun doute qu'avec cette nouvelle retombée médiatique, le débat sur le blanchiment d'argent

et la fraude fiscale sera plus que jamais relancée lors de ce sommet.

Berlin se frotte les mains

S'ils ont fait le malheur de nombreuses personnalités publiques, comme le Premier Ministre Islandais poussé à la démission, les Panama Papers ont tout de même fait quelques heureux. C'est le cas de Martin Jäger, porte-parole du ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble. Ayant fait de la lutte contre les paradis fiscaux son cheval de bataille, il se réjouit des retombées que pourraient avoir ce nouveau scandale : « nous espérons que le débat actuel va contribuer à augmenter la pression » a-t-il en effet déclaré lors d'un point de presse du gouvernement à Berlin. En 2012, le FMI avait chiffré les transactions mondiales qui transitent par les paradis fiscaux à 5 500 milliards d'euros, via 4 000 banques et 2 millions de sociétés écrans. Des données qui démontrent qu'il y a encore beaucoup à faire en matière de coordination mondiale contre le blanchiment et la fraude fiscale.

«Nous espérons que le débat actuel va contribuer à augmenter la pression»

Outre cet éternel débat, les réunions de printemps seront également l'occasion de dévoiler les chiffres de la croissance mondiale. Des données très attendues que la Présidente du FMI a toutefois su tempérer.

Lana Muller

Primaires US :

Donald Trump freiné chez les Républicains, Hillary Clinton favorite chez les Démocrates



DONALD TRUMP AND HILLARY CLINTON. DONALD TRUMP AUGUST 19, 2015 / ROB13 FLICKR CC
HILLARY CLINTON BY GAGE SKIDMORE / FLICKR CC

Après la victoire de Ted Cruz face à Donald Trump dans le Wisconsin mardi 06 avril, tous les pronostics de victoire du milliardaire américain sont remis en question. Les favoris Républicains et Démocrates perdent leur avance, mais conservent pour le moment leur avantage.

La course folle de Donald Trump vers l'investiture aux présidentielles est ralentie depuis le mardi 5 avril. Chez les Républicains, le milliardaire a largement perdu face à Ted Cruz mardi soir, qui l'emporte avec dix points d'avance dans le Wisconsin. Sa défaite reste tout de même plus emblématique qu'importante : Trump rallie 740 délégués, contre seulement 500 pour Cruz. Le retard est quasiment impossible à rattraper, mais cet objectif depuis longtemps délaissé. L'heureux gagnant de l'État bordé par les Grands Lacs essaie désormais de stopper l'avance de son adversaire et souhaite éviter à tout prix que celui-ci ne réus-

sisse à convaincre plus de 1 237 délégués. Au-delà de ce nombre d'alliés, l'investiture chez les Républicains serait automatiquement remportée par Donald Trump. Du côté des Démocrates, la candidate Hillary Clinton conserve son avance et reste favorite face à Bernie Sanders, mais l'étau se resserre inlassablement. La femme politique a essuyé une sixième défaite d'affilée dans le Wisconsin où Sanders savoure sa victoire.

Cruz contre Trump, un combat interne chez les Républicains

Le choix du candidat à investir aux présidentielles de novembre donne du fil à retordre aux Républicains. Donald Trump partait pourtant grand favori en début d'année mais l'accumulation de ses déclarations, qui en font la risée des médias étrangers, commence sûrement à le placer en porte-à-faux. Qu'il s'agisse de prolifération nucléaire ou d'avortement « à punir », les prises de position du milliardaire précédant le jour du vote dans le Wisconsin sont allées de bon train, jusqu'à semer le doute

dans ses propres troupes. Critiqué par certains Républicains qui lui sont pourtant favorables, il s'est également attiré les foudres du clan Cruz après avoir menacer de « tout révéler » sur la femme de ce dernier. Le tweet, utilisé comme moyen de communication public entre les deux hommes est, dirait-on de bonne guerre. Un groupe anti-Trump avait publié une photo de la femme du candidat où elle pose nue pour GQ Magazine, dans son passé de mannequin.

Clinton contre Sanders, des Démocrates hésitants

Les deux candidats démocrates à l'élection présidentielle scindent les partisans politiques en deux groupes. Hillary Clinton très largement favorite quelques mois auparavant perd son avance face à Bernie Sanders. L'électorat des deux candidats est très différent, chaque vote repose donc principalement sur la population de l'État en question. Très populaire chez les afro-américains, l'ancienne Secrétaire d'État d'Obama rafle également la majorité des votes dans le sud du pays. Sanders est très estimé chez les jeunes, 81% des 18-29 ans auraient voté pour lui selon les sondages à la sortie des urnes. La majorité requise pour l'investiture directe à la présidentielle est de 2 383 délégués. Hillary Clinton en possède déjà 1 771, loin devant son adversaire qui n'en convainc pour sa part que 1 092. Dix-huit États doivent encore voter d'ici juin.

Guillaume Nargeot

Une justice plus mortelle en 2015



L'IRAN FAIT PARTIE DES PAYS QUI EXÉCUTENT LE PLUS DE CONDAMNÉS À MORT DANS LE MONDE. CRÉDIT PHOTO : ELISA MAU/MANIFESTATION DE CONTESTATION À LA VENUE DE ROHANI À PARIS/PLACE DENFERT ROCHEREAU.

Les exécutions des condamnés à mort ont augmenté de 54% en 2015. Un taux qui n'avait pas été atteint depuis 1989. Amnesty international tire la sonnette d'alarme.

1 634 exécutions ont été recensées dans 25 pays en 2015. Des exécutions pratiquées la plupart du temps par pendaison mais aussi par injection létale ou encore tirs armés. Un taux record et du jamais vu depuis 25 ans ... Et pourtant, il aurait pu être encore plus élevé. Amnesty

International déplore ne pas savoir combien d'hommes sont morts sous le coup de la condamnation dans plusieurs pays et notamment en Chine. Le gouvernement considère les exécutions comme un secret d'État. L'organisation de défense des Droits de l'Homme estime le nombre d'exécutions à un millier dans le pays. L'Iran, le Pakistan et l'Arabie Saoudite ont réalisé, à eux seuls, 89% des exécutions de l'année 2015. Ils sont les principaux facteurs de cette montée en flèche. L'Iran est responsable de plus de 900 exécutions en un an. Si le pays islamique a su faire d'immenses efforts diploma-

« les Droits de l'Homme ont été complètement laissés à côté »

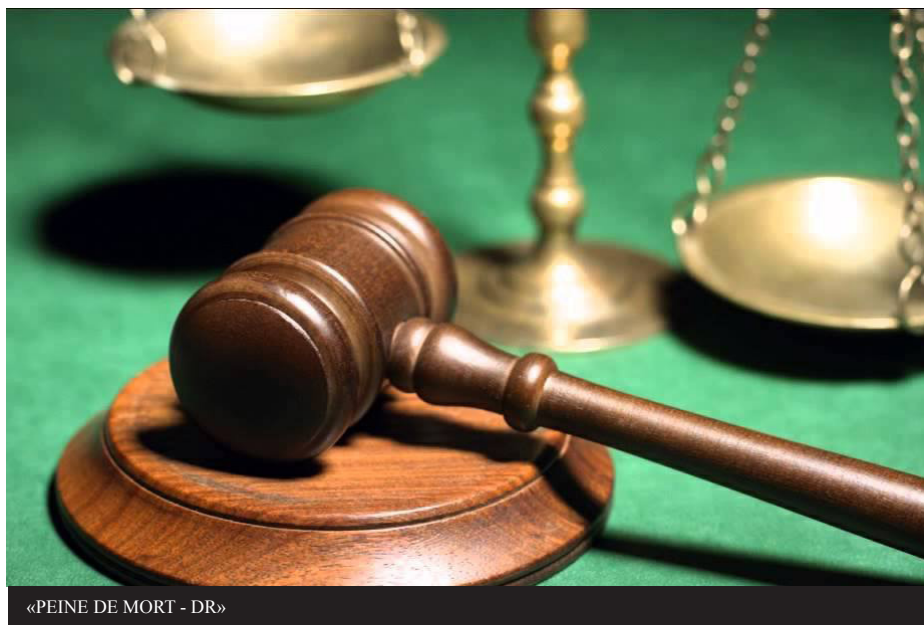
tiques avec les grandes puissances pour l'accord nucléaire, « *les Droits de l'Homme ont été complètement laissés à côté* » rapporte James Lynch, directeur adjoint pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord chez Amnesty International à l'AFP. La plupart de ces condamnés ont enfreint la législation sur les stupéfiants selon Amnesty International. L'Iran condamne encore à mort des mineurs. L'année dernière, quatre personnes de moins de 18 ans ont été exécutées. Toujours au Moyen-Orient, l'Arabie Saoudite est coupable de 158 exécutions au cours de la même année, soit 76 % de plus que l'an-

née dernière. La moitié des exécutés seraient des étrangers ne maîtrisant qu'à peine l'arabe. Des exécutions souvent pratiquées par la décapitation. À la suite de la tuerie perpétrée par des talibans dans une école de Peshawar, le Pakistan a rétabli la peine de mort pourtant suspendue en 2008. Ainsi, le pays a atteint son record avec 320 exécutions, dont cinq mineurs. Le nombre de condamnations à mort, cinquante-deux, a cependant baissé aux États-Unis. Avec 28 exécutions en 2015, c'est le nombre le plus faible depuis 1991. Vers une amélioration en 2016 ? 4 pays ont aboli la peine de mort en 2015 : Fidji, République du Congo, Suriname et Madagascar. 102 pays, soit plus de la moitié des pays dans le monde, ne pratiquent plus les condamnations à mort et cela, pour tous les crimes. Amnesty International ne perd pas de vue son objectif principal : l'abolition

universelle de la peine de mort. L'organisation estime le nombre de pays où elle n'est plus pratiquée « *encourageant* », malgré le nombre alarmant des exécutions en 2015. Néanmoins, l'Arabie Saoudite ne semble pas s'assagir. Elle compte plus de 80 exécutions depuis le début de l'année

2016. Aux États-Unis, déjà 10 hommes sont morts sous injection létale, le dernier en date s'étant fait exécuté le 31 mars. Plus de 20 000 condamnés se trouvent dans le couloir de la mort depuis fin 2015 estime l'organisation.

Elise Poiret



«PEINE DE MORT - DR»

En bref

ECONOMIE

Alexandre de Juniac, le PDG d'Air France-KLM a annoncé le mardi 5 avril, son départ de la compagnie franco-néerlandaise après moins de trois d'années de travail. Il quittera ses fonctions fin juillet pour prendre la tête de l'Association Internationale du Transport Aérien (IATA). Son successeur n'a pas encore été désigné. Suite au départ surprise de son PDG, Air France a chuté ce mercredi de 5% à la bourse de Paris.

INTERNATIONAL

Les autorités libyennes non reconnues basées à Tripoli de Khalifa Ghweil ont cédé le pouvoir au gouvernement d'union nationale mardi 5 avril. Ce dernier est soutenu par l'ONU et la Communauté Internationale. Le nouveau gouvernement

veut incarner le rassemblement du pays pour le sortir de la crise qu'il traverse depuis des années.

INTERNATIONAL

En Algérie, afin d'obtenir leur titularisation, des centaines d'enseignants vacataires ont marché 200 kilomètres pendant 8 jours de Bejaïa vers Alger. Ils ont été bloqués à 50 km de la capitale par les forces de l'ordre. Les professeurs ont donc décidé de camper sur place et d'entamer une grève de la faim.

NATIONAL

Un rapport d'expert juge le projet de l'aéroport de Notre Dame des Landes surdimensionné, suggérant de le revoir à la baisse. Il faudrait selon l'expertise, une seule piste de 2900 mètres de long et 45 mètres de large, au lieu des deux pistes de 3600 mètres de long dont une de 60 mètre de large, ou bien moder-

niser l'aéroport actuel de Nantes. Quoi qu'il en soit pour Matignon, la pertinence du projet est validée.

Taxis VTC

Les taxis se sont mobilisés à Toulouse lundi 4 et mardi 5 avril, contre la concurrence des VTC. Ils ont décidés mardi soir de lever leur piquet de grève, en attendant une réponse du gouvernement à leur revendication, mais pourraient néanmoins reprendre une opération escargot ou encore des blocus dans la capitale ce vendredi.



L'arrivée du Printemps va faire du bruit

Crédit : ESMI



Les auditions pour le Printemps de Bourges.

Le Printemps de Bourges souffle cette année ses 40 bougies et réserve une fois de plus aux amateurs de musique une programmation éclectique.

Balais, piges, bougies, les mots ne manquent pas pour désigner les anniversaires. Mais un prestigieux festival souffle littéralement ses 40 printemps. Le célèbre Printemps de Bourges fête sa 40e édition ! 40 années de chansons, de fête et voilà que le festival est devenu un incontournable pour les amateurs de musique. Mais l'évènement prend-il un petit coup de vieux avec les années qui passent ? La réponse est non. Bien au contraire. Il se pourrait bien que la programmation attire un public de plus en plus jeune, notamment cette année. Pour fêter cet anniversaire, le Printemps de Bourges a voulu sortir le grand jeu, mais un grand jeu qui puisse répondre aux attentes d'un public changé, plus exigeant, mais à la fois plus commercial et plus juvénile. Il y a 20 ans, se croisaient sur scène Noir Désir, Johnny Cash ou encore Jane Birkin. Cette année parmi les têtes d'affiches seront présents : Maître Gims, les fa-

meuses L.E.J, Mika, Bigflo & Oli ou bien encore Nekfeu. Beaucoup de grands noms du rap français actuels pour cette 40e édition du Printemps de Bourges. Tous sont des révélations de ces dernières années. Sans douter de leur talent et de leur prestation animée et dynamique sur scène, ces artistes seront entourés d'autres grands noms pour notre plus grand plaisir. Parmi eux, Dionysos, Dominique A, La Grande Sophie ou encore Louise Attaque. La programmation n'a alors pas perdu toutes ces voix à l'allure baroudeuse et cela fait plaisir.

Le printemps de Bourges 2016 se déroulera du mardi 12 au dimanche 17 avril. Comme toujours, les prix sont très raisonnables. Il faut compter en moyenne 25 euros pour assister à une des séries de concerts en week-end. En plus de cela, il est possible d'avoir accès à des concerts gratuits. Parmi eux, venez assister aux prestations de Sarah W Papsun, RendezVous

ou encore Boulevard des Airs. Plusieurs prestations sont déjà complètes, mais il reste de biens belles performances à aller voir et écouter. D'autant plus que le festival et ses partenaires mettent tout en œuvre pour rendre l'accès au site de l'évènement très simple, notamment grâce à un système de TER à prix réduit. Comme sur la quasi-totalité des festivals, les partenaires du Printemps animeront leur stand tout au long de l'évènement. De quoi occuper les festivaliers entre deux concerts à l'ambiance explosive. Alors que le soleil pointe le bout de son nez dans toute la France en ce début avril, on espère qu'il restera en place pour saluer et fêter dignement la 40e édition du glorieux festival musical. Le Printemps de Bourges lance le top départ de tous les grands rassemblements de musique en France pour ce nouvel été.

Estelle Lautrou

FIERS D'ÊTRE MÛRSEILLAIS

★ LES
OLYMPIENS
SONT LÀ

MAIS ILS SONT OU
LES
POIRISIENS ?

LE COING DES CHAMPIONS

LE COING DES CHM.



© DANIELA SCHMIDTTS FRANCE LES MARCHÉS 004 900 911



Be fruit = Soyez fruit

CETTE AFFICHE DISPONIBLE EN T-SHIRT SUR FACEBOOK.OASIS-FRUITSTORE.COM

POUR VOTRE SANTÉ, ÉVITEZ DE GRIGNOTER ENTRE LES REPAS.

Dans les petits papiers de Panama Papers

Il s'agit de la fuite d'informations la plus importante jamais enregistrée. Le dossier « Panama Papers » n'en finit plus de faire couler de l'encre, depuis la publication dimanche, de 11,5 millions de fichiers appartenant à la société panaméenne, Mossack Fonseca. L'enquête, qui a été coordonnée par l'ICIJ (International Consortium of Investigative Journalists), a rassemblé quelque 370 journalistes de 107 médias et de 76 pays différents.



CC0 public domain

Tout comme pour le scandale de la NSA en 2013 avec Edward Snowden, la révélation de ces pratiques pour le moins douteuses, a été possible grâce à un énième lanceur d'alerte. Christian Chavagneux, un journaliste économiste, a expliqué que la source s'était rapprochée de l'administration fiscale allemande, pour ensuite donner l'information au quotidien germanique, Süddeutsche Zeitung (4,4 millions de lecteurs). Ce dernier a, a posteriori, transféré les informations au Consortium international de journalistes d'investigation, dont il fait partie. Pour protéger au maximum l'identité du lanceur d'alerte, elle n'a pas été divulguée. L'authenticité des documents a été vérifiée par deux fois, la première par le canard allemand, puis par Le Monde. Pourtant, même si la révélation ne date que de ce weekend, les journalistes

travaillent sur ce dossier depuis plus d'un an et demi. Tout a commencé par un simple mail adressé à la rédaction du Süddeutsche et indiquant, « Salut. Ici c'est John Doe, intéressés par des données ? J'en partage volontiers ». Les journalistes ont ensuite questionné ce John Doe sur ses motivations. « Je veux que ces délits soient rendus publics » a-t-il tout simplement répondu. Les échanges ont continué, puis les informations promises sont rapidement arrivées, avant d'être minutieusement décortiquées et examinées par les journalistes. John Doe, n'a rien demandé en échange de ce geste, si ce n'est des mesures de sécurité, affirmant qu'il craignait pour sa vie.

Face à une telle masse de données (2,6 Téraoctets) la rédaction du quotidien allemand (qui ne compte que cinq journalistes, dont trois ap-

partenant au ICIJ) a dû se tourner vers ce consortium pour coordonner et faire aboutir cette enquête. Les dossiers récupérés couvrent la période 1977-2015, et mettent en évidence des réseaux financiers impliquant 21 paradis fiscaux (Hong Kong, Bahamas, Singapour...). De nombreuses banques, comme le Crédit Suisse, UBS, HSBC ou encore la Société Générale (511 établissements au total) sont actuellement concernées.

L'optimisation fiscale « agressive »

Mossack Fonseca est un cabinet d'avocat panaméen ayant pour seul et unique but de créer des entreprises offshore pour leurs clients. Certains d'entre eux étant souvent à la tête d'une fortune plutôt conséquente, ils confient généralement leur argent à des cabinets

d'avocats, de gestion de fortune ou encore aux banques d'investissements, pour le protéger et le faire proliférer. Ces spécialistes connaissant très bien le milieu obscur de la finance, mettent en relation leurs clients avec des cabinets comme Mossack Fonseca. Cependant, 95% du millier de français épinglé dans ce scandale sont des citoyens ont ne peut plus ordinaires, aux profils et aux motivations extrêmement variés. Pourtant, une seule et même raison les pousse à outrepasser la loi... la hantise des frais de succession en France ! Beaucoup d'entre eux ouvrent des structures offshore pour assurer leur patrimoine ainsi que ce de leurs enfants. C'est à ce moment précis, que les « cabinets » comme Mossack Fonseca interviennent. Ces derniers créent alors des sociétés-écrans, pour permettre à leurs clients de mettre à l'abri, « discrètement », leur argent. Il n'est pas interdit de posséder une entreprise offshore, en revanche il est interdit de posséder une société-écran dans un paradis fiscal ! Comme l'a déclaré

« l'optimisation fiscale agressive ». « Il s'agit d'être en mesure de payer des spécialistes capables de détourner les lois pour optimiser sa fiscalité »

Christian Chavagneux, « l'argent « blanchi » dans ces compagnies offshore, n'ai pas originellement de l'argent dit « sale », ou alors une très petite partie ». Il s'agit généralement, d'argent gagné grâce à la spéculation (subprimes, dissimulation d'investissements dangereux). Le cas de la société Mossack Fonseca, est un exemple parfait de ce qui est communément appelé « l'optimisation fiscale agressive ». « Il s'agit d'être en mesure de payer des spécialistes capables de détourner les lois pour optimiser sa fiscalité »,

Qui utilise les sociétés offshore des Panama Papers ?



12
chefs d'Etat ou de gouvernement, dont 6 en activité



128
dirigeants politiques et hauts fonctionnaires



29
des 500 personnes les plus riches du monde



≈ 1 000
ressortissants français

Les vieux garçons, Alex WaZa, Irène Hoffman, Yazmin Alanis, N.K.Narasimhan, My name is Mud

CC BY 3.0/Les vieux garçons/Alex WaZa/irène hoffman Yazmin Alanis/N.K.Narasimhan/my name is mud

explique Christian Chavagneux.

Rire jaune à Pékin

Si certains dirigeants, ont démissionné de façon presque immédiatement après le dévoilement des faits, d'autres, comme Xi Jinping, le président chinois, démentent avec la plus grande fermeté les

accusations qui leur sont portées (les familles de 8 hauts responsables chinois, dont le beau-frère du président, sont inculpées). Dans bien des pays, la divulgation a provoqué de véritables séismes politiques. Ce n'est, en

revanche, pas le cas de la Chine. Les révélations ont été accueillies dans un silence de mort, et aucun média n'y a consacré sa une, et les rares d'entre eux ayant relayés l'information n'ont pas mentionné les noms des personnalités impliquées.

Mises devant le fait accompli, les autorités ont préféré pointer du doigt le président voisin, Vladimir Poutine, ainsi qu'une certaine « hostilité occidentale ». En revanche, dans cette affaire, il y en a un qui s'est fait remarquer, non par sa présence, mais bel et bien

par son absence, il s'agit des États-Unis. Comment expliquer cette amnésie quasi totale des Américains ? Le Times, l'un des plus grands quotidiens mondiaux, a déclaré « nous ne savions pas que ces documents étaient disponibles et en cours d'analyse »... Pourtant, il semblerait que les USA soient le nouvel « Eldorado » de la fraude fiscale, « il est plus facile de créer une compagnie coquille aux États-Unis que dans le reste du monde » titre un récent article du groupe de presse américain Bloomberg.

Pour répondre à la question précédemment posée, les Américains n'apparaissent que très peu dans la liste « Panama Papers » car ils ont déjà tout ce qu'il faut chez eux (le Delaware plus précisément) et si ce n'est pas le cas, ils vont voir tout simplement ailleurs (aux Bahamas, dans les îles vierges Britanniques...).

De plus les États-Unis ont considérablement durci leur législation quant à la fraude fiscale à l'étranger. Rappelons que, les USA n'ont pas réussi à faire passer une loi exigeant des banques américaines, qu'elles communiquent des informations aux autres pays en échange de réciprocité...

Lucile Perreau

Panamas papers : Une nouvelle épine aux pieds de la famille Le Pen ?

2,2 millions d'euros en lingots d'or et billets de banque, bien cachés dans une société dans les Îles Vierges britanniques et sur un compte secret à Guernesey. Un proche intime de Jean-Marie Le Pen est mis à mal par les révélations du Panama papers.

Dimanche, le journal Le Monde a eu accès à la plus grande fuite de données confidentielles : Les Panamas Papers. Hommes politiques, joueurs de foot, avocats, hommes d'affaires... Nombreux sont les concernés. Dedans nous retrouvons l'ancien homme de confiance de Jean-Marie Le Pen : Gérard Guérin. Le parquet national financier soupçonne l'ex-président du Front National de s'être servi de son ancien majordome pour dissimuler ses fonds dans une société offshore, Balerton Marketing Limited. Gérard Guérin est l'ayant-droit de cette société créée en 2000 dans une opacité totale, comme le révèle Le Monde. On peut y retrouver des documents importants comme la mention d'un compte en banque à Guernesey. Dans les fichiers figurent aussi de nombreux documents confidentiels signés de la main de M. Bonnant, avocat pénaliste qui délègue le règlement des factures dues par Balerton à une société suisse : Figest Conseil SA.

Le butin de Balerton est composé en titres : 854 000 euros, 26 lingots d'or et en billets : 97 000

euros.

Jean-Marie Le Pen, une implication trouble

Depuis juin 2015, Jean-Marie Le Pen est fortement soupçonné d'évasion fiscale. Le cas Balerton met en exposition une vraisemblable confusion entre ses comptes et ceux des époux Le Pen. Des rentrées d'argent annuelles ne semblant pas concerner Monsieur Balerton ont été relevées entre 2010 et 2013. L'un des virements sur l'un de ses comptes offshore mentionne explicitement Mme Le Pen. Balerton semble aussi être autorisé à manier des sommes importantes au sein des finances du FN. Des zones d'ombres qui semblent intéresser fortement le fisc français. Les éléments recueillis tout au long de l'enquête, ainsi que les nouveaux éléments des Panamas Papers sembleraient impliquer de plus en plus Jean-Marie Le Pen et son épouse.

Après le désamorçage de la bombe qu'est la polémique des Panamas Papers, le FN et Jean-Marie Le Pen se sont empressés de communiquer autour de cette polémique. « Les affaires

de M. Guérin ne concernent que monsieur Guérin », c'est ce que l'on a pu entendre en boucle ces derniers jours. Le FN a sorti deux communiqués de presse autour de l'affaire. Le parti déclare : « *quel est le but de cette énième tarte à la crème propagandiste de la part du Journal de révérence ? Es-sayer de salir l'image du seul grand parti patriote, du seul parti anti-système en capacité de rem-porter les futures élections.* » Le parti informe aussi qu'ils n'hésiteront pas à porter plainte pour diffamation contre toute personne insinuant que le FN est impliqué dans les histoires de fraudes fiscales.

C'est une réaction absolument pas étonnante de la part du Front National qui, à chaque affaire crie au martyr et à la diffamation. Le parti de Marie Le Pen a souvent recours à cette technique de communication.

« Beaucoup de personnes ne vont pas comprendre l'affaire »

Pour un journaliste chargé du FN à Libération, « *l'affaire est très complexe. Les Panamas Papers*



n'apportent pas réellement de nouvelles informations. Il est encore difficile aujourd'hui à dire que cette affaire aura des impacts sur la campagne de sa fille, au cours de ces prochains mois ». Selon lui, « beaucoup de personnes ne sont pas aptes à comprendre l'affaire qui est en train de se produire. Le FN, comme à son habitude, se lance dans une communication basée sur le fait qu'ils sont des victimes, des mis de côtés. Et puis, malheureusement, des affaires fiscales au niveau politique, deviennent de plus en plus présentes dans notre paysage. Les gens commencent à être habitués, ils sont déjà pour la plupart désabusés du système. Malheureusement, la portée médiatique de l'affaire pourrait entacher le FN et Marine Le Pen si la population s'y intéresse vraiment. Et ça n'a

pas l'air d'être vraiment le cas pour l'instant. » Mais il tient quand même à préciser que « cette affaire reste tout de même gênante pour Les Le Pen et leur parti. Même si le parti n'est pas directement concerné, ce sont des personnes très proches de la nouvelle Présidente du Front National qui sont mis en cause. Les mois à venir nous aiderons à éclaircir cette histoire qui pourrait bien mettre en lumière une gestion illégale des fonds du FN. »

Déjà de nombreuses réactions sur les réseaux sociaux

Depuis lundi, le nombre de critiques et de réactions sur Twitter augmentent. On y trouve des parti-sans du FN en colère, qui crient au complot. Pour eux,

c'est encore une fois la volonté d'un gouvernement crapuleux de détruire le seul parti qui pourrait gagner les prochaines élections présidentielles de 2017. Beaucoup donnent leurs soutiens à Jean-Marie Le Pen qui pour eux, est blanc comme neige.

D'un autre côté, on trouve les réactions des opposants. Pour eux, ces révélations n'ont rien d'étonnant. Certains condamnent déjà Jean-Marie Le Pen, quitte à s'attirer les foudres du FN. Il semblerait que les prochains jours ne soient tout de même pas bénéfiques pour les FN qui se retranche sur sa politique de défense.

Une vraie semblable nouvelle épine pour les pieds des Le Pen, qui ont du mal à redorer leur image.

AG.

Panama papers : l'Europe à l'heure d'un changement de législation ?

Publiés dans 107 médias internationaux réunis sous la direction du Consortium international des journalistes d'investigation, ces documents à la gravité exceptionnelle ont déjà produits leurs premiers effets. Première tête à tomber, celle du premier ministre islandais, dont le nom y apparaît. Un événement, parmi d'autres, qui pourrait ouvrir la voie à l'adoption de lois claires et efficaces sur la transparence de la finance internationale.

C'est la plus grande fuite de l'histoire du journalisme, et elle dévoile un réseau planétaire complexe de fraudes et de secrets fiscaux. Surprise en demi-teinte pour les militants de la transparence, l'Europe se trouve touchée en son sein par ces révélations. D'une gravité sans précédent, les informations recueillies par plus d'une centaine de rédactions à travers le monde concernent non plus seulement les habitués de la fraude que constituent les chefs d'entreprises, les héritiers ou les actionnaires. Cette fois, ce sont des gouvernements qui se trouvent impliqués. Des responsables politiques qui ont tout à craindre de la justice, qu'elle soit rendue par les tribunaux ou la rue.

Une pression qui aura eu raison du mandat de Sigmundur Davíð Gunnlaugsson, le désormais

ex-premier ministre islandais. Cité dans les documents des Panama papers, le chef de file du parti libéral de l'île a capitulé après quarante-huit heures d'appels à sa démission et à la suite de la perte de ses plus proches soutiens. Menaçant de dissoudre le Parlement, il aura finalement reculé devant le scandale.

Un événement qui sonne de fait comme une détonation dans le monde politique européen.

« Nous obtenons enfin des résultats » confie Jacques Terray, vice-président de la section française de Transparency International

Cette fois, les révélations ont fait tomber un chef de gouvernement de l'Union. Une victoire pour les ONG et les parlementaires qui luttent contre la corruption, et qui ne souhaitent

pas s'arrêter là.

La voie est ainsi ouverte pour l'adoption de vraies réformes. La lutte des organisations et des Etats-membres contre la corruption est engagée très sérieusement désormais, et ces documents poussent à la poursuivre. « *Nous obtenons enfin des résultats* » confie Jacques Terray. Vice-président de la section française de Transparency International, une ONG engagée dans la lutte contre la corruption, l'homme se félicite du travail effectué par le consortium international des journalistes d'investigation, à l'origine de des révélations. « *Ce qu'ils ont fait est remarquable* » avoue-t-il.

Nouveau pas dans la lutte contre la corruption

« *Pour autant ces informations ne me surprennent pas,*

en particulier lorsque la fraude concerne messieurs les députés Balkany ou Guérini. Cependant, le réel apport de cette affaire est le fait d'avoir percé le « mystère de Panama », qui faisait office de véritable mur dans la lutte contre la corruption. L'analyse des circuits est ainsi très intéressante : on identifie des prestataires, des gestionnaires de fortune ou des actionnaires au sein de ces pratiques. Au final, on peut dorénavant retracer l'itinéraire de celui qui cherche à blanchir son argent et qui parvient à établir de véritables murs juridiques. C'est une pierre importante ajoutée à la lutte contre la corruption et, à fortiori, contre la fraude fiscale. Outre le travail de la justice, cela permettra de réaliser des statistiques et de rédiger des lois plus précises et efficaces, tant au niveau européen que national. »

Attention toutefois à ne pas faire d'erreurs. A l'image des déplacements de fonds vers un autre paradis fiscal lorsqu'un Etat place l'un des sites offshore sur sa liste noire, envoyer devant la justice chaque nom figurant sur les registres révélés pourrait s'avérer contre-productif. « Il faut séparer ce qui est répréhensible de ce qui ne l'est pas » prévient Jacques Terray. « Premièrement, créer une société écran n'est pas illégal : il existe de nombreuses utilités juridiques parfaitement légales et morales qui y sont rattachées. Il ne faut pas supprimer cette pratique puisque cela jouerait contre les autorités. Elles risqueraient de se retrouver face à des systèmes qui auraient un temps d'avance sur elles ». « En revanche, poursuit-il, ces sociétés doivent être déclarées,



Crédit : Framsókn

Le Premier ministre islandais, poussé à la démission.

enregistrées, contrôlées, et l'information sur leur existence doit être donnée aux autorités étrangères afin que celles-ci sachent qui en est le créateur. Enfin, il faut appliquer cette règle fondamentale de toute institution financière, qui est celle de connaître la provenance de l'argent que l'on garde ».

Une règle pourtant oubliée par la Société Générale qui, mardi 5 avril, voyait son Président directeur général convoqué manu militari dans le bureau du ministre des Finances Michel Sapin à Bercy. Dans l'émission Cash Investigation présentée le soir-même par la chaîne de télévision publique France 2, la banque était épinglée pour avoir ouvert 979 sociétés chez

Mossack Fonseca.

En ligne de mire également, le secret des affaires. « Un obstacle à la lutte contre la corruption » pour Jacques Terray, qui considère que le projet de loi n'entre pas dans l'optique d'une transparence de la vie publique et de la fiscalité. « Vous savez, continue le vice-président de Transparency International France, j'ai été avocat pendant près de 40 ans. De par mon expérience, je peux vous assurer que nous n'avons pas besoin d'une telle loi. L'arsenal législatif mis à disposition des sociétés sur l'espionnage industriel est suffisamment complet pour répondre à leurs besoins. »

Julien Leclerc

VERSACE JEANS



**POUR
VOTRE SANTÉ
MANGEZ**

5 FRUITS ET LEGUMES MOCHES

PAR JOUR.

Avec les fruits
et légumes
moches,
Intermarché
lutte contre
le gaspillage
alimentaire.



les fruits&légumes
MÔCHES
Intermarché

Projet de réforme pénale : Entre démagogie et efficacité

Avec une écrasante majorité, le Sénat a adopté ce mardi, après l'avoir renforcé, le projet de réforme pénale prévu pour prendre le relais de l'état d'urgence. Une proposition musclée, mais dont certains remettent déjà l'efficacité en question, notamment les sénateurs communistes et écologistes, qui ont fait le choix de voter contre.

Après de multiples révisions entre l'Assemblée Nationale et le Sénat, le projet de réforme pénale a été soumis au vote solennel de la Chambre Haute, dont l'écrasante majorité a affirmé son soutien hier après-midi. Avant d'être adopté, il ne reste donc plus qu'une étape pour ce texte, dont la version finale sera validée suite à la commission mixte paritaire. Pourtant, nombreux sont déjà ceux qui doutent de l'efficacité et des intentions



d'une telle réforme.

La perpétuité incompressible en question

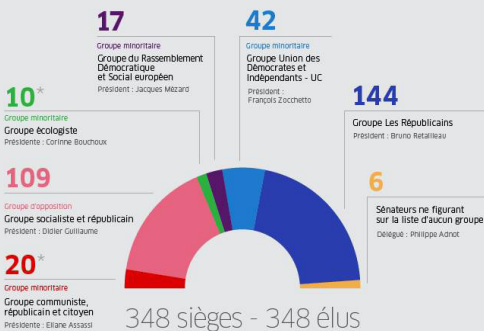
L'une des propositions fortement appuyée par le Sénat, notamment et particulièrement l'aile droite de la Haute Chambre, c'est celle de la perpétuité incompressible. A ce jour, ce terme désigne une peine de réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté illimitée empêchant tout aménagement de peine. Cependant, en l'état actuel, la loi prévoit qu'après 30 ans d'incarcération, un tribunal d'application des peines peut mettre fin à cette période de sûreté perpétuelle. Alors ce que souhaite aujourd'hui le Sénat, c'est renforcer ce dispositif consacré jusque là aux viols sur mineurs, et de l'étendre aux actes terroristes. Ainsi, il sera possible pour une cours d'assises, lorsque le crime terroriste est passable de la réclusion criminelle à

perpétuité, soit de porter la période de sûreté jusqu'à 30 ans contre 22 actuellement, soit de décider qu'aucune mesure d'aménagement de peine ne pourra être accordée au condamné.

Pour certains, pourtant, cet amendement présente déjà une des faiblesses de ce projet de réforme pénale. Ayant plutôt l'air de vouloir satisfaire l'opinion publique à un an des élections plutôt qu'être réellement efficace, il se confronte à de nombreuses limites. En vigueur depuis 1994 pour les viols sur les mineurs, la perpétuité incompressible n'a à ce jour été octroyée qu'à quatre personnes, dont une a pu faire appel. D'autres part, certaines voix associatives regrettent également la mise en place de mesures de sécurité qui se baseraient plus sur des suppositions que des faits. Enfin, d'autres encore haussent davantage le ton, n'hésitant pas à assimiler cette réforme à une manière déguisée de rétablir la peine de mort. C'est le cas d'Eliane Assassi, sénatrice communiste qui a voté contre le projet du Sénat hier après-midi. « Autant être honnête



EFFECTIFS DES GROUPES DU SÉNAT AU 12 MARS 2016



* Le vendredi 11 mars 2016 à minuit, cessation du mandat de M. Jean-Vincent PLACÉ (Écologiste - Essonne), nommé secrétaire d'Etat chargé de la réforme de l'Etat et de la simplification par décret en date du 11 février 2016. Il est remplacé, à compter du samedi 12 mars 2016, à 0 heure, par M. Bernard VERA qui adhère au groupe communiste républicain et citoyen.

: les auteurs de ces sous-amendements espèrent que les terroristes pourront seulement sortir de prison les pieds devant ! Derrière ces sous-amendements, c'est le retour de la peine de mort dans notre pays qui se dissimule » s'insurge-t-elle.

Séduisante sur le papier, la nouvelle version de la réforme laisse donc de nombreux sceptiques sur son chemin quant à son efficacité. Et pas seulement sur le plan pénal. Beaucoup moins médiatisés, les textes concernant la lutte contre le financement du terrorisme sont aussi contestés, taxés de démagogie.

Une lutte contre le financement terroriste peu adaptée

S'attaquer au terrorisme n'aurait aucun de sens sans s'attaquer simultanément au portefeuille de ces organisations criminelles. Permettant de financer les effectifs mais également de recouvrir les frais des diverses attaques, les fonds monétaires sont en effet un facteur déterminant à la survie de ces véritables micro-économies clandestines. Pour inverser la tendance, le Sénat a donc incorporé dans sa version du texte un plafonnement et une tracabilité des cartes prépayées. De plus en plus utilisées pour les transferts illicites d'argent, selon le TRACFIN, elles sont en effet une des méthodes de transfert auxquels souhaite s'attaquer le Sénat. Mais pour Eliane Assassi, sénatrice communiste cet objectif de traçabilité plus près de l'utopie que de la réalité. Par cette mesure, elle craint qu'une forme de suspicion a priori ne vienne compliquer l'usage de certains moyens de paiement. « Disons que les mailles du filet sont encore trop larges et qu'une bonne partie des poissons que l'on risque d'attraper ne se-



ront pas de la moindre utilité dans la lutte contre le terrorisme et ses circuits de financement. » déplore Eliane Assassi. Pour cette dernière il n'y a donc aucun doute, mis à part « faire de la lutte contre le péril terroriste l'instrument d'une démarche de plus en plus intrusive des autorités judiciaires dans la vie quotidienne de nos compatriotes », cette disposition n'aura aucune retombée.

Mais il existe d'autres amendements dont certains élus ont des doutes quant à l'efficacité. Dans l'article 14 de sa version du texte, le Sénat souhaite en permettre à la cellule TRACFIN (qui s'occupe du blanchiment) d'interdire aux banques de fermer les comptes de personnes « présentant un risque élevé de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme ». Une idée ayant pour but de faciliter le travail d'enquête des forces de la police, qui pourront dès lors suivre le dossier sans éveiller les soupçons. Mais pourtant, là encore, la mesure semble cacher de nombreuses failles. En effet, les attentats terroristes de Paris ont mis en lumière la capacité de certains réseaux terroristes à se financer de façon souterraine, souvent grâce à des montants modestes. Bien souvent, ce sont donc de petits trafics de drogues qui permettent l'achat d'armes. De ce fait, les groupuscules en question ne seront donc pas pris en compte par cette loi, qui, de part son envergure, se consacre à des terroristes de plus haut rang

et aux sommes plus massives.

La seconde zone d'ombre de cet article 14, c'est qu'il requiert la complicité des banques, chargées de coopérer avec la police en cas d'adoption du projet. Dans bien des affaires de blanchiment d'argent, comme le démontrent les scandales de la Société Générale ou bien la HSCBC, les grandes banques internationales sont souvent parties prenantes de ces trafics clandestins. D'autre part, l'argent sale des milieux terroristes et de ceux du grand banditisme, tels que la mafia, transitent généralement par les mêmes canaux illégaux. Il est donc fort à parier que cette nouvelle proposition de loi ne puisse parvenir à lutter contre le blanchiment d'argent des groupes terroristes alors que selon l'OCDE, le TRACFIN ne parvient d'ores et déjà pas à récupérer les 220 milliards d'euros (soit plus de 10 % du PIB) en moyenne, qui transitent chaque année de façon souterraine en France.

Texte de loi aux mesures applicables et efficaces ou bien illusions démagogiques, le projet de réforme pénale a en tout cas été le théâtre de nombreux rebondissements. Adopté avec une écrasante majorité au Sénat hier soir, avec près de 299 voix contre 29, reste à savoir quel sera donc le destin de ce dernier suite à la commission paritaire mixte, qui validera sa forme définitive.

Lana Muller

Les putes chômeront

Mercredi 6 mars, la proposition de loi pour la lutte contre la prostitution a été adoptée par l'Assemblée Nationale.



Si les députés et sénateurs se mettent majoritairement d'accord, plusieurs mesures devraient dès à présent être mises en œuvre pour tenter d'améliorer les conditions de vie des prostitués. Selon le dossier législatif du Sénat auront lieu « *la mise en place d'un parcours de sortie de la prostitution [...], la mise en place d'un fonds pour la prévention de la prostitution et l'accompagnement social et professionnel des personnes prostituées [...], la modification de l'accès à un titre de séjour pour les personnes étrangères victimes de proxénétisme, et l'abrogation du délit de racolage qui sanctionne les personnes prostituées.* »

Jusqu'à aujourd'hui, le racolage passif était sanctionné par une amende pouvant atteindre 3 750 euros, et une peine probable d'emprisonnement. Cette loi adoptée, le client sera désormais sanctionné à la place de la prostituée. Mais cette repré-

sente à l'encontre du « *consommateur* » a-t-elle un réel intérêt pour les travailleuses du sexe ?

En 2003, la loi estimait la protection des prostituées mineures en prévoyant une peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende pour le client. Mais le seul cas répréhensible connu est celui de Dominique Ambiel. L'ancien conseiller en communication de Jean-Pierre Raffarin avait été interpellé en avril 2004 avec une jeune femme roumaine de 17 ans. Seule sanction : 2 500 euros d'amende. Outre ce délit, jamais une seule sanction n'a été infligée à des clients de prostituée mineure. Cela remet largement en cause la loi adoptée à l'Assemblée Nationale de ce mercredi. Les promesses vont-elles être tenues ?

Progrès social ? « Non ! »

À cette question, le travesti Maîtresse Gilda, porte-parole

du STRASS (ou Syndicat du Travail Sexuel) répond sans hésitation que « *rien de ce qui est convenu ne va être respecté* ». Pour elle, l'adoption de cette loi est un échec total. Maîtresse Gilda développe son point de vue sur cette déclaration assez surprenante. « *Cette proposition fait des allers-retours depuis le début. Elle divise. Elle divise le peu de personnes que ça intéresse. En 2012, Madame Belkacem nous l'annonce en grande pompe pour que finalement, à peine plus d'une dizaine de députés soient présents aux assemblées. C'est un peu la loose. C'est peu flatteur pour nous, travailleuses du sexe.* » Puis, avec un ton déterminé à se faire entendre, Maîtresse Gilda explique que le gouvernement se moque ouvertement des prostituées avec ce genre de proposition de loi. « Ils se donnent une bonne conscience. Ils se disent « *sauvons les pauvres pécheresses. Mais les 4,8 millions d'euros débloqués pour nous, vous*

croyez que ça va nous aider à nous sortir de là-dedans si on a envie de s'en sortir ? Vu le nombre de travailleuses que nous sommes, cela ferait à peine plus de 100 euros par prostituée. On fait quoi avec ça ? On se refait une vie avec ça ? Le gouvernement se ment, il nous ment. Je comprends que les gens pensent que c'est un progrès social, mais non ! »

Un corps à respecter

De plus, lorsque la loi prévoit une réinsertion sociale pour les prostituées, il est à noter que celles-ci devront en faire la demande pour avoir accès aux aides promises. Aucune précision supplémentaire n'est donnée quant à la prise en charge des femmes voulant s'extirper de ce cercle. Pour l'heure, les associations contactées elles, ne semblent pas avoir prévu de changer leur mode de fonctionnement.

Cependant, au contraire de Maîtresse Gilda, certaines associations comme Le Mouvement du Nid sont en accord complet avec la loi pour la lutte contre la prostitution. Leur porte-parole, Claire Quidet, explique que leur « *objectif premier est d'abolir la marchandisation des corps. Toute personne est libre de sa sexualité, du moment qu'on ne la commercialise pas.* » Son point de vue diverge totalement de celui du Syndicat du Travail Sexuel. Plus encore, elle le contredit directement. « *Les membres du Strass ne représente qu'une minorité. Ce sont des gens violents qui ne représentent qu'un très faible pourcentage de prostituées. Elles ne comprennent pas que cette loi va changer beaucoup de choses.* »

Le président de l'association Mouvement du nid parle dans un

communiqué de « dimensions progressistes ». D'un ton moins sûr que la porte-parole du Strass, celle du Mouvement du Nid a plus de mal à expliquer les mesures réellement effectives suite à l'adoption de cette loi pour la lutte contre la prostitution.

Au sein de ces groupes qui pourraient être perçus comme « *les défenseurs d'une même cause* », les avis divergent complètement. Et il a de quoi douter de la véracité et de la faisabilité de la loi pour cette lutte. En 2012, l'État avait annoncé la mise à disposition de 20 millions d'euros pour aider et faire progresser la situation des travailleuses du sexe. Cette somme n'a, au final, jamais été débloquée. La même année, l'association Mouvement du Nid avait effectué une étude démontrant que la prostitution coûterait près d'un milliard six cent mille euros à l'État par an. Ces coûts incluent l'évasion fiscale, les aides au logement ou encore les actions de prévention. Avec cette étude du Mouvement du Nid ainsi que l'analyse de Maîtresse Gilda du Strass sur l'argent censé aider les prostituées, la gestion de l'économie semble être un point d'accord entre les deux partis malgré un point de vue global divergeant sur la loi elle-même. Le problème de fond est pointé du doigt. Adopter des mesures sur la prostitution est une première étape, mais l'État ne semble pas avoir les moyens financiers pour les faire respecter. Pourtant, selon Maîtresse Gilda, « *l'argent ne devrait pas manquer ; les forces de police, notamment celles de Toulouse, Paris et Bordeaux, se font plaisir quand il s'agit de mettre des amendes salées aux travailleuses du sexe. Où passe cet argent ?* »

Estelle Lautrou

En bref

Président FFF

David Ginola (49 ans) pourrait être candidat à la présidence de la Fédération française de foot, dont les prochaines élections se tiendront en mars 2017. L'ancien joueur du Paris Saint-Germain a indiqué sur les ondes de RTL (6 avril) qu'il réfléchissait à cette éventualité. « Dans un monde idéal, j'y pense bien sûr, a-t-il déclaré. Parce que, pour moi, le football doit revenir aux footballeurs. » Aujourd'hui consultant pour le groupe Canal+, il s'était déjà présenté à la présidence de la FIFA, en janvier 2015, avant de retirer sa candidature.

Suicide prison

Romain Farina ne sera pas jugé. L'ex directeur de l'école de Villefontaine en Isère s'est suicidé mardi matin en prison. Il était accusé d'avoir abusé sexuellement de plus de 60 enfants, et sa mort est un désastre pour les familles des victimes qui espéraient avoir des réponses au cours de son procès. On ne connaît pas l'heure exact de son décès, mais c'est à 5 h 30 lors de la ronde du matin que les surveillants ont découvert son corps. Romain Farina s'est pendu avec un drap à la fenêtre de sa cellule.

ECONOMIE

La compagnie MSC croisière vient de déboursier 4 milliards d'euros, ce mercredi 5 avril, en achetant 4 paquebot aux chantiers STX Saint Nazaire. Soit le plus gros investissement étranger en France depuis des années, selon Le Monde. Ces navires gigantesques, mesurent 335 mètres de long et 47 mètres de large. Ils comptent des restaurants, des piscines, des bains à remous et des salles de spectacles. De quoi ravir les prochains embarqués.

Accord entre l'Union Européenne et la Turquie : Efficace

Le 18 mars, l'Union Européenne et la Turquie ont signé un accord entré en vigueur lundi 4 avril, visant à réguler l'afflux de réfugiés en Europe. Un projet loin d'être apprécié de tous, notamment parmi les 28 où plusieurs membres ont exprimé leurs inquiétudes liées au rapprochement avec la Turquie.

Pour tenter de freiner l'afflux de migrants, l'Union Européenne et Ankara ont signé un accord le 18 mars : toute personne entrée de façon irrégulière en Grèce sera renvoyée en Turquie, y compris les demandeurs d'asile syriens. Pour chaque syrien renvoyé, un autre doit être installé dans un des pays d'Europe depuis la Turquie, pour un maximum de 72 000 personnes. Pour les réfugiés d'origine pakistanaise, indienne ou irakienne, c'est retour dans leur pays d'origine. Un « marchandage » loin d'être au goût de l'association des Droits de l'Homme de Paris. « C'est honteux comme procédé. Des gens fuient leur pays en guerre, pas de bon cœur et on les renvoie là bas. L'Europe fait l'autruche à catégoriser les réfugiés comme

ça. »

Depuis le 1er avril, une nouvelle loi réorganise l'asile en Grèce. Depuis le début de l'année, le pays a accueilli pas moins de 150 000 migrants. Pour renvoyer un réfugié, il doit avoir dénoncé à son droit de demander l'asile dans le pays ou avoir été débouté lors de sa demande en première instance. « Dès lundi, presque 202 personnes ont été renvoyées de Lesbos » indique le consulat de Grèce à Paris avant d'ajouter que « la nouvelle loi prévoit aussi qu'il faut avoir fait la procédure papier sous deux semaines, sinon les migrants doivent quitter les îles pour aller dans la Grèce territoriale afin d'attendre que la procédure finisse ».

À ce moment là, ils vont dans des camps pour « faciliter les contrôles administratifs ». Mais souvent, les demandeurs d'asile n'ont même pas accès au service. « Les réfugiés sont de plus en plus méfiants et ne savent plus qui croire. On leur dit qu'ils vont être déplacés dans un autre camp en Europe et au final, ils sont renvoyés dans leur

« Les réfugiés sont de plus en plus méfiants et ne savent plus qui croire. »

pays » explique l'association. L'objectif de cette nouvelle loi est d'introduire dans le droit grec une directive européenne qui permet, sous certaines conditions,

le renvoi des migrants dans un pays tiers et dans ce cas là, la Turquie. Pas seulement. Les services d'asile vont être renforcés en raison du nombre de demandes auxquels ils font face sur les îles en Egée (situées face à la Turquie) depuis le 20 mars, mais aussi ceux bloqués à cause des fermetures de frontières de nombreux pays européens. Un problème qui n'est d'ailleurs pas réglé par le nouvel accord entre Ankara et l'UE. Les 50 000 autres migrants et réfugiés ne savent toujours pas ce qu'ils vont devenir. Pour prêter main forte, près de 2 300 personnes vont être envoyés d'Europe, des traducteurs, des juges, des douaniers ainsi que 1 500 experts en droit d'asile et 600 spécialistes de la sécurité.

L'état des lieux

Dimanche, des sources policières sur Lesbos ont indiqué

ion Européenne et acité ou illusion ?

qu'une large vague de demandes d'asile ont été faites, car l'accord prévoit un examen individuel de chaque cas. Pour les médias turcs, tous les migrants du camp de Moria à Lesbos ont exprimé la volonté de déposer l'asile. Une situation qui, par la suite, bloquerait le processus de renvoi de migrants. Pour l'instant, le nombre de migrants et de réfugiés renvoyés de Grèce n'est pas clair. Les autorités ne s'accordent pas sur les chiffres : pour Frontex, l'agence de surveillance des frontières de l'UE, il y en aurait 131, les autorités turques notent 138 migrants et quant à la police grecque, elle en compte 136. Dans ces chiffres approximatifs, il y aurait 126 pakistanais, 4 sri lankais, 2 indiens, 3 bangladeshis, 1 irakien et 2 syriens. En ce qui concerne les syriens



renvoyés de Grèce, ils seront admis dans des camps de réfugiés dans le sud de la Turquie.

Au total, 750 réfugiés et migrants quitteront l'île grecque de Lesbos vers le port turc de Djikili. Le Ministère de l'Intérieur allemand a indiqué le 3 avril qu'un premier groupe de 35 syriens doit arriver au nord de l'Allemagne à Hanovre. Quelques dizaines sont attendus en France, en Finlande et au Portugal.

Avec le mécanisme d'un syrien contre un syrien, Ankara bénéficie d'une accélération de son processus d'adhésion à l'Union Européenne mais aussi d'une levée accélérée du régime des visas pour les Turcs qui devrait

aboutir fin juin 2016. La Turquie recevra en plus des 3 milliards de dollars agréés fin 2015 3 milliards d'euros en plus pour aider les syriens de Turquie, ainsi que l'ouverture de plusieurs négociations d'adhésion. La crise des migrants rapproche doucement Ankara de l'Union Européenne même si les dirigeants, comme le Président français, préfère rassurer sur leurs positions. *«Il n'y a pas de changement ni dans la position de la France ni dans la position de l'Europe. La position de la France, c'est que négociation ne veut pas dire adhésion et que les négociations ne préjugent en rien de ce que sera le résultat».*

Maëliiss Orboin



Le président turc Erdogan

Étudiants et lycéens :

Les manifestations étudiantes et lycéennes continuaient mardi 5 avril. Selon le ministère étaient plus de 3000 hier à partir de la place de la Nation.

Il est 11h. Comme depuis un mois, les jeunes gens affluent sur le nord de la place de la Nation, point de ralliement lors des précédentes journées de mobilisations. Le rassemblement doit rejoindre à 13h sur la place de la Bastille la manifestation unitaire.

Cette fois ci, il fait beau ! Des médias du monde entier sont présents. On voit des caméras russes, espagnoles, mais aussi des micros français. L'ambiance est déjà électrique. Les jeunes sont en forme, scandent des slogans sous les yeux des CRS et forces de l'ordre très nombreux sur place.

Mobilisation lycéenne.

L'impression d'être dix ans en arrière. Lorsque les jeunes avaient pris la rue pour dire non au CPE (contrat de première embauche) sous le gouvernement de Jacques Chirac. Une chose a changé : dans toutes les mains, on trouve des téléphones portables. Connectés à internet, ils filment en direct, envoient des photos. Ils sont braqués sur les policiers, comme pour leur dire de faire attention. De la musique sort d'enceintes portatives. Le cortège tente d'avancer doucement mais est très vite bloqué. Les premiers projectiles sont lancés, les policiers répliquent à l'aide de gaz lacrymogènes. Très vite, ils sont un millier à défilé sur le Boulevard Diderot. La manifestation n'avance pas, l'ambiance est électrique. Des dizaines de camions de CRS entourent la foule. Les forces de l'ordre sont tendues. Maud, 17 ans, lycéenne à Hélène Boucher explique « C'est important pour moi d'être ici aujourd'hui parce

que ça concerne notre avenir. Je n'ai pas envie que ma vie soit dictée par le patronat. Je suis là depuis le 9 mars, et dès 6h du matin je bloque avec mes camarades. ». Des pancartes se lèvent sous le ciel bleu. On peut y lire des slogans tels que « La précarité n'est pas un métier ! On ne va pas perdre notre vie à la gagner ». Deux quinquagénaires sont en retrait

du cortège. Ils sourient. L'un lance à l'autre : « Ça fait plaisir quand même, surtout que j'ai un des miens qui est là dedans ! » dit-il en regardant les jeunes gens.

L'ambiance est toujours très tendue, on sent que ça peut exploser à tous moments. Paradoxalement, les lycéens sont enjoués et sourient. Même très jeunes, ils perçoivent cette loi comme la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Maria, 15 ans, en seconde au lycée voltaire explique « ça ne sert à rien de se lever tous les matins si on travaille trop et qu'on est pas assez payé ! ». Elle n'a même pas le bac et elle a déjà l'impression d'avancer vers un avenir compromis. Pour Bazou, 15 ans, lycéen aussi, c'est le même problème. « je suis là parce que la loi du travail, c'est nous qui allons la vivre et en subir les répercussions. Il faut tout faire pour ne pas qu'elle passe. Concernant les violences policières, on peut comprendre qu'ils soient sous tension face aux événements qui ont eut lieu récemment en France. Mais



Légende: Marie et Fanny, Lycéennes qui défilent sur le Boulevard Diderot

y a quand même beaucoup d'abus. On a l'impression d'assister à un règlement de comptes ». Il évoque les violences policières qui ne sont malheureusement plus en marges des manifestations mais se systématisent. Une heure après le début du rassemblement, le cortège peine toujours à avancer. Il n'a fait que quelques mètres. Ça se bloque, puis se débloque. La foule face aux forces de l'ordre est toujours aux limites de l'implosion.

Bavures et débordements.

Des lycéens courent, puis s'arrêtent. On a du mal à comprendre les mouvements de foule. Le cortège arrive au niveau de la caserne de Reuilly, toujours sur le boulevard Diderot. Ancienne caserne militaire, elle est désormais vide. Quelques individus s'y introduisent, et montent sur le bâtiment, face à la foule. Très vite, le cortège - déjà encerclé par les policiers, CRS, civils, - les acclament. C'est là que commencent les débordements. Sur des banderoles,

la mobilisation continue.

de l'éducation nationale, 34 établissements on été bloqués sur tout le territoire. Ils

on voit les noms de Zyed et Bouna, de Rémi Fraisse.

Yuna est en terminale ES au lycée Sophie Germain. Les yeux très rouge, il explique : « Ils ont coupé le cortège en deux et ont posé leurs bouclier. Ils ont avancé face à nous. Et les gens derrière moi étaient prêts à avancer aussi je me suis fait un peu piétiner et gazer et je suis parvenu à sortir de la foule ». Son ami, Lucien réagit : « A la base, le mouvement a été lancé par le non à la loi travail. Il continue car la loi n'est toujours pas retirée. Là, c'est en train de partir plus loin à cause des violences policières. Maintenant on ne manifeste plus seulement contre réforme du code du travail. On manifeste parce qu'on en a assez de se faire gazer quand on avance de dix mètres. Ils n'hésitent pas à sortir leur lacrymos dès qu'ils commencent à paniquer, et ça c'est inadmissible. » En effet, les CRS ont maintenant pris en nasse le cortège qu'ils ont séparés en trois. On entend crier « libérez nos camarades ».

Très vite, on recense au moins cinq manifestants blessés avec plaies ouvertes. Il n'y a maintenant plus qu'un seul groupe d'individus encore coincés devant l'ancienne caserne militaire. Une équipe de policier en civils s'aventure discrètement à l'intérieur de la caserne où un groupe de jeunes gens se sont introduits. Aucune caméra ni appareil photo ne les a suivis.

Il n'y a pas que des jeunes qui manifestent en ce cinq avril. François à une soixantaine d'année, il n'a pas d'emploi et touche le RSA. Il explique « Je ne suis pas là que pour rejeter la réforme du code du travail. Je suis là pour tout. L'état d'urgence, le démantèlement de la

jungle de Calais, les violences policières. On en a ras le bol ». Les violences policières sont sur toutes les lèvres. Alors qu'un groupe d'une soixantaine de personnes est toujours bloqué par un cordon de forces de l'ordre devant la caserne Reuilly, Maxime, 18 ans, lycéen se désolé : « D'accord les jeunes ne sont pas excusables sur plusieurs points. Certains cassent, caillaissent. C'est le mouvement de foule qui entraîne et qui engendre pour quelques uns des actes violents. Mais justement, nous sommes jeunes et entraînés d'apprendre. La moyenne d'âge ici est entre 15 et 25 ans. On fait peut être pas les choses de la bonne manière mais on manifeste avec notre cœur, on s'investit depuis un mois. Et les adultes nous répondent avec une matraque. Quand on essaie d'exercer nos droits citoyens, ce qu'on nous apprend à l'école, on nous frappe en retour. Je ne dis pas qu'on est tous blancs, ni que les policiers sont tous les mêmes. Mais après, ils se placent en victimes alors que si on est violents, c'est parce qu'eux mêmes ne nous donnent que ça comme réponse ».

L'arrivée sur la place de la Bastille.

Sur les coups de 13h, le cortège est réuni. Gaiement et en chanson, tous avancent fièrement vers la place de la Bastille. Le site d'information « paris.lutte.info » sait ce que sont devenus

les manifestants, toujours bloqués dans la dernière nasse quand le cortège redémarrait. En tout, une centaine d'individus, ont été mis dans deux cars et interpellés. Quelques uns ont été amenés au commissariat du cinquième arrondissement. La plus grande partie ont été transférés au commissariat de la rue de l'Évangile dans le dix huitième arrondissement de Paris. Ils y ont été gardés toute l'après midi.

Au même moment, les lycéens arrivent à Bastille, dans la bonne humeur et prennent la tête de la manifestation unitaire en chantant. Direction Denfert-Rochereau.

Sur le boulevard Saint-Michel, la manifestation continue et se disperse sur les coups de 18h. Les manifestants ont remarqué la présence de nombreux casseurs. « Beaucoup étaient venus pour en découdre, même si je pense que c'est d'abord l'important dispositif policier qui a provoqué les violences. Je n'ai jamais vu ça, une telle répression ! » confie une jeune fille. Certains rentrent chez eux. D'autres s'en vont place de la République, ou est né il y a six nuits le mouvement Nuit Debout.

Manon Peling



Légende: Les étudiants pris en nasse devant la caserne Reuilly sur le Bd Diderot.

Nuit debout: Pas prêt

Nuit debout est née dans la nuit du 31 mars au vendredi 1er avril, après que des centaines Comparé aux Indignés espagnols, ils investissent le pavé à la nuit tombée. Camille, qui p tous les précaires face à l'oligarchie.



Légende: Nuit debout à République mardi 5 avril.

Ce soir, c'est le sixième grand débat à ciel ouvert. Pour la plupart des participants, le lieu est symbolique. En lançant leur propre assemblée citoyenne, les manifestants rêvent de se l'approprier. « *Il ne faut pas défendre la place de la République, mais défendre notre place dans la République* » s'écrie Pierre au mégaphone. Il y a des jeunes, des moins jeunes. Ils sont là pour la loi travail, mais aussi pour dénoncer les « dérives sécuritaires du pays », notamment les violences policières. D'autres insistent sur le combat pour le droit au logement avec la fin de la trêve hivernale pour les SDF. Une banderole accrochée sur les arbres semble crier « *Pas d'expulsions, relogez !* ». Sur la place, l'ambiance est bon enfant. Les gens discutent en pe-

tit groupe, font la fête. Des bâches ont été tendues, et des tentes ont même été plantées. Rachid a 18 ans, il pense que « quelque chose est entrain de naître ».

Un mouvement citoyen

Aux quatre coins de la place, des personnes réunies en cercle continuent à débattre, et à échanger sur la tournure à donner au mouvement. Les noms des gens souhaitant prendre la parole sont soigneusement inscrits sur une liste afin qu'ils puissent prendre le mégaphone à tour de rôle.

Etudiants, travailleurs, précaires, ils rêvent de réinventer un monde. Au fil des discours lors des assemblées, les mêmes thèmes reviennent : le mirage d'une société meilleure, un système abîmé par la politique politicienne et le thème

du pouvoir au peuple.

« *On vient dénoncer une fausse démocratie, en créer une vraie, participative, directe* », traduit Emilie, 32 ans. Pour le moment, les participants de cette Nuit Debout ont déjà réinventé un calendrier : puisque tout a commencé le 31 mars, les jours suivants ont été baptisés « 32 mars », puis 33... Ce mardi nous étions le 36.

Il y a aussi une réelle organisation. Une infirmerie, une cantine à prix libre. Près d'un stand, un homme tente de convaincre deux jeunes filles de participer au bénévolat. Elles demandent ou est ce qu'on pourrait acheter une bière. L'homme leur répond « *On a arrêté de distribuer de l'alcool depuis hier, on vendait des bières et à 3 heures du mat' des mecs bourrés venaient, attrapaient la bouffe pour la lancer.* » Une fois l'assem-

te d'aller se coucher

Des milliers de personnes eurent marché dans Paris contre la réforme du code du travail. Un participant à l'organisation du mouvement parle d'un « mouvement social fort qui rassemble

blée générale et la séance libre de parole terminée, il subsiste une unique obsession : comment économiser l'énergie collective et occuper la place dans la durée ? La commission logistique s'y affaire : des volontaires signent d'une croix une feuille pour s'engager sur des créneaux horaires. « C'est à 5 heures qu'on a besoin de monde ; c'est là qu'on est le moins nombreux et c'est pour ça que les flics en profitent pour nous déloger », argumente Michel qui est volontaire depuis la première nuit debout. On demande aussi bâches, cordes, couvertures, outils, tubes en plastique. Dans un coin, les coordonnées d'un avocat sont affichées en évidence. Une rude bataille juridique a été menée en coulisses pour légaliser le mouvement. « On a déposé une occupation [sic] en préfecture, elle a été acceptée. On est ici légalement ». Affirme un membre de convergences de luttes. « De temps en temps, des militants d'extrême droite viennent nous embêter. Mais ça ne dure jamais bien longtemps. » Explique Arnaud.

Une nuit mouvementée

Du fait de nombreuses arrestations dans la journée, des centaines de personnes se sont rendues au commissariat du Ve arrondissement de Paris, où étaient détenus 11 lycéens. Plus tôt, des lycéens ont rapporté devant l'AG avoir obtenu la libération de certains d'entre eux en bloquant la circulation devant le commissariat. Des consignes juridiques leur sont données en cas d'arrestation, comme par anticipation des débordements qui pourraient avoir lieu. Ces craintes

semblaient justifiées. Tard dans la soirée, des barricades sont érigées sur le Boulevard Saint-Germain, devant le commissariat du Vème arrondissement. C'est entre trois et quatre heures du matin que, escortés par des policiers, le mouvement à rejoint la place de la République à l'issue d'une négociation avec la police.

Quelques heures plus tard, aux aurores, des engins municipaux accompagnés des forces de l'ordre débarquent sur la place. Tractopelles et pelleteuses détruisent les structures « en dur » installés par les participants. Palettes en bois, fauteuils et autres installations qui servaient d'abris aux plus courageux ont été évacués. Les quelques personnes qui étaient encore là ont tout juste eu le temps de sauver quelques affaires. Adrien, 36 ans, déclare aux confrères des Inrockuptibles « Certains ont même pleuré. Mais ce soir, il y aura deux fois plus de monde, on reconstruira. Pas en dur cette fois ». Les employés municipaux ont même coupé des branches d'arbres. Celles qui étaient accessibles et utilisées pour tendre tentes, bâches... Ils

prétextent à des champignons. Toujours d'après un témoignage recueilli par les Inrockuptibles, Anthony, 30 ans, prof pense que cette réappropriation du lieu témoigne de l'inquiétude des autorités. Ils ont peur que le mouvement s'installe sur le long terme. Il explique « Ils ne lâchent pas l'affaire car de plus en plus de places françaises sont occupées. Ils veulent laisser les gens ». Il voit aussi ce retour à l'ordre momentané comme une stratégie pour réduire la capacité d'action du mouvement : « Ils sont malins, ils savent que c'est une lutte territoriale, ils prennent possession du terrain pour nous empêcher de revenir. Couper les branches, c'est un signe. »

Après la destruction des installations par les autorités, Nuit Debout est persuadée qu'ils ramèneront encore plus de monde quand le soleil se couchera. Pour tout reconstruire, et montrer qu'ils ne sont pas prêts d'aller se coucher. En attendant bien sûr, la grosse manifestation contre le code du travail prévu ce samedi 9 avril à République.

Manon Peling



Légende: Nuit debout, République.

La start-up Fwee transforme les déchets alimentaires en friandises



Légende: Les pâtes de fruits vendues par la start-up
Crédit: Soizic Ozbolt

La start-up lyonnaise Fwee produit des bonbons avec le surplus de fruits de sa région. Une initiative qui s'inscrit dans la lutte contre le gaspillage alimentaire quand on sait que 45% des fruits produits en Europe sont jetés.

Fwee applique une technique ancestrale pour lutter contre un mal moderne : celui du gaspillage des fruits. Soizic Ozbolt a fondé cette start-up en juin 2015. Elle récupère les invendus agricoles auprès des exploitants de sa région et les transforme en « *fwees* », des friandises rassemblant aux tagliatelles de fines pâtes italiennes. Ils sont actuellement vendus en ligne par paquets de cinquante ou en vrac (2,50 euros les 30 grammes). Les

« *fwees* » devraient prochainement être commercialisés dans plusieurs boutiques bio de Lyon.

La technique de transformation est très simple et nécessite peu d'ustensiles pour sa mise en œuvre. Il s'agit de réduire les fruits en purée puis de les déshydrater. La friandise obtenue se conserve comme un fruit sec, à l'abri de l'air et de la lumière. « *C'est un produit totalement naturel sans aucun additif* » affirme la fondatrice.

Les français jettent 20 kg de nourriture par an

Selon une étude réalisée par l'ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie), les Français jetteraient en moyenne 20 kilos de nourriture chaque année : 7 kilos de produits emballés, 13 kilos de fruits et légumes abîmés, des

restes de table et des produits non consommés. Pour l'instant, la jeune entreprise collecte des fruits grâce aux dons des producteurs, ce qui permet à ces derniers d'économiser les frais d'enlèvement des biodéchets, soit 250 euros à 300 euros par tonne de fruits.

Soizic Ozbolt, lyonnaise de 31 ans a été manager d'achat logistique au sein d'une association caritative officiant au Proche et le Moyen-Orient. Devant la pauvreté et le manque de nourriture observé dans les camps de réfugiés, elle décide de lancer sa propre start-up. Une

« L'objectif à terme est de pouvoir proposer un prix minimum de rachat aux producteurs, de quoi financer au moins les frais fixes de culture et de ramassage »

Drôme les fruits invendus en pâtes

carrière logique pour cette femme diplômée d'un DUT en agronomie.

Les fruits récupérés viennent tous de la région, mais principalement des vergers drômois se trouvant à proximité. Chaque producteur est choisi avec soin, Soizic Obolt sélectionne des « *producteurs qui savent parler de leur verger, respectent la nature et savent expliquer pourquoi ils cultivent telle ou telle variété* » explique-t-elle avant de finir par le fait qu'elle ne souhaite pas s'axer sur le bio. La start-uppeuse transforme la pomme, la poire, la pêche et l'abricot. À cela se trouve également la cerise et la fraise en mélange avec la pomme. Elle espère ajouter la prune à son catalogue dès cette année.

Fwee veut sauver deux cents tonnes de fruits par an

Fwee a maintenant un objectif :



Légende: Les pâtes de fruits vendues par la start-up
Crédit: Soizic Ozbolt

transformer près de 200 tonnes de fruits chaque année. Pour cela, elle a lancé une campagne de crowdfunding sur la plateforme en ligne KissKissBankBank. Le but était de récolter les 13 000 euros néces-

saires pour financer une nouvelle machine : le déshydrateur professionnel. Cet outil est capable de sécher jusqu'à 200 kilos de fruits par jour, au lieu des 40 kilos aujourd'hui. En seulement 15 jours et ce, grâce à l'engouement des internautes, la start-up a pu recevoir la somme escomptée.

« *L'objectif à terme est de pouvoir proposer un prix minimum de rachat aux producteurs, de quoi financer au moins les frais fixes de culture et de ramassage* » explique la fondatrice. Un projet de nouvel atelier installé à côté du verger d'un producteur drômois est à l'étude pour l'année prochaine. Fwee devrait donc déménager courant 2016 dans la région de Mirmande, en Drôme provençale. Soizic Ozbolt espère pouvoir à l'avenir gagner sa vie grâce à sa nouvelle activité.



Légende: Les pâtes de fruits vendues par la start-up
Crédit: Soizic Ozbolt

Thomas Romanacce

Paris-Roubaix

entre folklore et histoires



Parfois magnifique, le plus souvent dramatique. Paris-Roubaix est une course à part dans le calendrier cycliste. Avec Liège-Bastogne-Liège, c'est la course d'un jour la plus chargée en histoires. Grandes ou petites. Un privilège pour certains, un cauchemar pour d'autres.

« Cette course c'est une hérésie, pas du cyclisme. » Ce constat que fit Bernard Hinault du temps où il empilait encore les succès comme on empile des perles résume parfaitement ce que représente Pa-

ris-Roubaix, la « Reine des Classiques », qui fête cette année ses 120 ans. Des termes forts venant de la bouche du plus grand champion français de l'histoire de son sport. Hinault n'aime pas Paris-Roubaix et il ne s'en est jamais caché. Il y avait pourtant laissé une trace indélébile en 1981

lorsqu'il s'imposait au sprint devant le recordman de victoires, le Belge Roger De Vlaeminck (4 succès, comme Tom Boonen), après avoir crevé à une trentaine de kilomètres de l'arrivée. Mais c'est aussi sur ces routes qu'il avait vu

s'envoler ses rêves de sacre sur le Tour de France quelques mois plus tard. « C'est une course mythique » s'exclame Jean-Pierre Danguil-

«Paris-Roubaix est surnommé L'Enfer du Nord. Médiatiquement et historiquement, c'est l'une des courses les plus importantes.»

laume, 8e à Roubaix en 1976, « avoir eu l'occasion de courir Paris-Roubaix à huit reprises est un privilège. » Speaker historique de l'épreuve, Daniel Mangeas, qui

a assuré les commentaires à l'arrivée entre 1974 et 2014, confirme : « à Paris-Roubaix, le climat est particulier. La veille du départ, lors de la présentation des équipes, les coureurs sont déjà dans leur course. Ils s'imprègnent du par-

cours, de l'endroit où la course peut basculer. On comprend qu'il s'agit d'un des sommets de la saison.» À la simple évocation de la marque Paris-Roubaix, la voix du cyclisme en France s'en va puiser dans ses souvenirs. « Ce qui me revient en premier, c'est la victoire de Bernard (Hinault) avec le maillot de champion du monde. J'ai le souvenir du podium protocolaire avec la rencontre de deux monuments : Louison Bobet (vainqueur en 1956) étant venu féliciter Bernard. Ces deux grands champions ont nourri les passions pour différentes générations. »

« Il n'y a pas de hasard sur Paris-Roubaix »

Plus qu'un honneur, une gloire presque éternelle attend le vainqueur. Chaque coureur qui remporte l'épreuve s'offre ainsi une gravure à son nom sur une des douches où il fut coutume, par le passé, de prendre le bain une fois la course terminée, afin d'enlever boues et poussières accumulées au fil de la journée. C'est l'une des très nombreuses histoires qui ont forgé la légende de ce monument du cyclisme. « Paris-Roubaix est surnommé L'Enfer du Nord. Médiatiquement et historiquement, c'est l'une des courses les plus importantes. » Au fil de ses années comme coureur, Danguillaume s'est lié par passion avec la Classique française, devenue lieu de rassemblement des fans de cyclisme, eux qui adorent se retrouver le long des cinquante kilomètres pavés du parcours. Indissociables de Paris-Roubaix, les secteurs pavés — au nombre de vingt-sept en 2016 — ont été en partie sauvés par Albert Bouvet lorsqu'il travaillait à l'organisation. Danguillaume se souvient d'une anecdote qui changea l'épreuve à jamais : « Bouvet a découvert des nouveaux

pavés avec Jean Stablinski. Stablinski habitait près de la Tranchée d'Arenberg, à côté de l'Église de la ville. Il travaillait à 17 ans dans la mine située en-dessous de la Tranchée. Lui a fait les trous... puis il a roulé au-dessus. C'est à Stablinski qu'on doit la mythique Trouée d'Arenberg », expérimentée pour la première fois en 68 sous la direction de Bouvet. Ce n'est pas sur ce secteur de renom qu'on gagne Paris-Roubaix, mais beaucoup l'ont perdu à cet endroit. « J'étais tombé dans la Tranchée et j'avais dû abandonner » se souvient l'ancien équipier de Bernard Thévenet au sein de l'équipe Peugeot. Car pour espérer triompher dans le légendaire Vélodrome de Roubaix, il faut être le moins malchanceux possible. « Il n'y a pas de hasard sur Paris-Roubaix ! Les meilleurs, ceux qui gagnent, c'est toujours les coureurs qui ont le moins de soucis. Et ceux qui ont le moins de soucis, c'est ceux qui se sentent le mieux. » Danguillaume peut témoigner. Sa huitième place acquise il y a quarante ans, il avait été la chercher derrière pas moins de... sept vainqueurs de l'Enfer du Nord. « Pas des charlots » plaisante-t-il.

Les pavés ? On n'y touche pas

« Aucune erreur n'est admise sur les pavés, rétorque Mangeas, au cœur du Vélodrome de Roubaix, ce lieu mythique, on ressent les sentiments des coureurs : leurs joies, leurs tristesses et leurs douleurs. » Même à cinq-cent mètres de l'enceinte, il arrive d'entendre les clameurs des supporters. « Finir Paris-Roubaix, c'est déjà un énorme exploit. Que tu sois premier ou dernier, tu es applaudi de la même manière » confie Danguillaume, fervent défenseur de la riche histoire de Paris-Roubaix. Certains maires des villes traversées par le



mythe ont souhaité rénover, voire remplacer les secteurs pavés par du bitume. « Impossible », réplique l'ancien coureur cycliste, « les pavés font aujourd'hui partie de la légende du Nord. On les rénove si nécessaire mais on garde les vieux ! Sinon tout le monde peut faire Roubaix ». Mangeas argumente : « ça fait partie de la dramaturgie d'une course folle ». Les « historiques » n'ont pas bougé, mais ont évolué avec leur temps. Sans doute faut-il être fou pour prendre le départ. Un peu sadique même. Bouvet le résumait à sa manière dans Le Temps : « Le public se dit sportif, mais ce qu'il veut, c'est des drames. » Mons-en-Pévèle, Arenberg ou le décisif Carrefour de l'Arbre sont autant de haut-lieux entrés aujourd'hui au panthéon du sport. Des larmes ont coulé sur ses blocs de pierre, certains y ont vu leurs rêves s'envoler, d'autres leurs carrières brisées. Mais l'histoire elle, continue de s'écrire sur ces routes anciennes. Dimanche, pour la 114e édition, 257,5 kilomètres dont 52,8 de secteurs pavés seront à parcourir. Le récent vainqueur du Tour des Flandres Peter Sagan et l'éternel Fabian Cancellara, qui fera ses adieux au public roubaisien, sont les favoris.

Sam MYON

52,8

C'est le nombre de kilomètres pavés figurant au parcours de la 114e édition de Paris-Roubaix. C'est cent mètres de moins que pour l'édition précédente. Le record étant de 57,7 kilomètres (1992).

Rugby : Racing Métro 92 – RC Toulon, rencontre au sommet



WENCESLAS LAURET LE TROISIÈME LIGNE DU RACING 92, RETENU PAR LE TOULONNAIS FRÉDÉRIC MICHALAK (À GAUCHE) ET À LA LUTTE AVEC UN AUTRE JOUEUR DU RC TOULON LORS D'UN MATCH DE TOP 14, LE 26 MARS 2016. SOURCE : AFP

C'est l'affiche du week-end. Dimanche, le Racing Métro 92 reçoit Toulon, triple champion d'Europe en titre, en quart de finale de la Champions Cup. Deux équipes qui gonflent leurs effectifs avec des joueurs émanant de l'hémisphère Sud. Focus sur ces nouveaux Gaulois.

Les rencontres entre le Racing et le RCT se passent toujours dans la joie et la bonne humeur ... ou pas ! Le dernier match qui opposait les deux équipes dans le Championnat de France s'est vu être conquis par le club Varois (20-21) alors que les Parisiens semblaient en mesure de l'emporter. Mais la polémique qui a eu lieu à la fin du match était une pro-vocation pour le président Toulonnais (les initiales "MB" avaient été écrites au feutre sur le ballon officiel du match,

"MB" pour « Match Ball » ou bien ... Mourad Boudjellal, président du Rugby Club Toulonnais ndlr). Au-dessus de ce match plane donc un air de revanche dans les deux camps, chacun étant à la conquête du graal Européen. Un 4ème titre en vue pour le RCT contre un premier pour le Racing qui compte désormais dans ces rangs la star Néo-Zélandaise des All Blacks, Dan Carter. Un atout de taille. Reste à voir si cela suffira pour tenir tête à l'armée de Sudistes qui orne les rangs toulonnais.



DAN CARTER / RACING MÉTRO 92 (ANCIEN ALL BLACKS)

Ces joueurs de l'hémisphère Sud sont de plus en plus nombreux à rejoindre l'hexagone à la fin de leur carrière. Les présidents des clubs de Top 14 font appel à ces profils là, à la fois pour leur qualités athlétiques et techniques, c'est indéniable, mais également à cause du (ou grâce au) calendrier du Championnat de rugby de l'hémisphère Sud. « Dans un effectif aujourd'hui, il faut compter au moins 30 joueurs du même niveau » confie Max Bousquet, ancien joueur professionnel au Stade Toulousain, « il faut pouvoir remplacer les joueurs qui sont appelés en équipe de France, et grâce à leur calendrier, les joueurs de l'hémisphère Sud viennent souvent en temps que "joker" filer un coup de patte dans les équipes du top 14 ». Leur savoir faire y est apprécié et l'image qu'ils dégagent est un bon moyen de relancer l'économie du club. À l'exemple du Néo-Zélandais Dan Carter, demi d'ouverture des All Blacks, élu meilleur joueur du monde en 2015 et arrivé dans l'équipe du Racing Métro 92 en début d'année 2016 ou encore comme l'avait fait avant lui le RCT avec Johny Wilkinson. Mais

les clubs en France payent bien et c'est aussi une des raisons pour lesquelles les anciennes stars Maoris se "paient" le luxe de prendre leur retraite en France. Après tout, à Toulon, il fait beau, il fait chaud et Saint-Tropez est à une heure de voiture. What else ?

Pénuries de "bons" joueurs français ?

« Le rugby français, la french touch, le french flair est en train de se perdre contrairement aux Anglo-Saxons ou à l'hémisphère Sud. Nous n'avons plus de bons joueurs, de grands joueurs à des postes clés comme on pouvait les avoir il y a 15, 20, 30 ans de cela ».

« La formation française est faiblarde et je pense que le rugby en France doit être repensé intégralement ».

Pour Max Bousquet, ce n'est pas une mauvaise chose qu'il y ait des grands joueurs étrangers. Ils apportent leur expérience et participent positivement à l'évolution des autres joueurs. Mais notre ancien rugbyman est certain d'une chose : « la formation française est faiblarde et je pense que le rugby en France doit être repensé intégralement ». Voilà qui est dit.

Arthur NYS

En bref

Ginola candidat à la présidence de la FFF ?

David Ginola (49 ans) pourrait être candidat à la présidence de la Fédération française de foot, dont les prochaines élections se tiendront en mars 2017. L'ancien joueur du Paris Saint-Germain a indiqué sur les ondes de RTL (6 avril) qu'il réfléchissait à cette éventualité. « Dans un monde idéal, j'y pense bien sûr, a-t-il déclaré. Parce que, pour moi, le football doit revenir aux footballeurs. » Aujourd'hui consultant pour le groupe Canal+, il s'était déjà présenté à la présidence de la FIFA, en janvier 2015, avant de retirer sa candidature.

Foot. Wiltord est de retour

Retraité des terrains depuis juin 2012, l'ex-international français Sylvain Wiltord a annoncé sur son compte twitter, le 6 avril, qu'il effectuait son grand retour dans le football. Si le champion d'Europe 2000 n'a pas donné plus d'informations, il a expliqué qu'il tiendrait une conférence de presse à ce propos le 20 avril prochain.

Tennis : Alizé Cornet en demi-finales de la Fed Cup

Amélie Mauresmo a sélectionné la même équipe que lors du premier tour de la Fed Cup, à une exception près : Alizé Cornet. Kristina Mladenovic, Caroline Garcia, Pauline Parmentier et donc Alizé Cornet seront sur le court de Trélazé le 16 et 17 avril prochain, contre les Pays-Bas, pour le compte des demi-finales de la Fed Cup.»





**NE PAS AGIR CONTRE
LA TORTURE C'EST L'ACCEPTER**
AGISSEZ SUR WWW.AMNESTY.FR

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



BLEU CITRON, BASE ET DISTORTION PRESENTENT

JOEYSTARR & NATHY (TÜCO)

CARIBBEAN DANDEL

LE CONCERT DE L'OLYMPIA EN DIRECT AU CINÉMA



LUNDI 18 AVRIL | 20h00

EN DIRECT ET EN EXCLUSIVITÉ AU CINÉMA

RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT DANS VOTRE CINÉMA

infos et liste des cinémas sur pathelive.com



HypeSoul

